

NATIONS UNIES

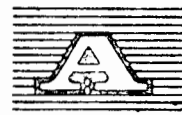
ASSEMBLEE
GENERALE



UN LIBRARY

NOV 6 1975

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE
A/C.3/640
3 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Déclaration de M. Ghulam Ali Allana, président-rapporteur du
Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation
actuelle concernant les droits de l'homme au Chili, faite à la
2144^{ème} séance de la Troisième Commission le 29 octobre 1975

Les mots me manquent pour exprimer à l'Assemblée générale ma très sincère gratitude de l'honneur qu'elle m'a fait en me demandant d'être présent pour aider la Troisième Commission lors de son examen du rapport du Groupe de travail spécial sur le Chili. Je suis entièrement à la disposition de la Commission.

Depuis le 11 septembre 1973, l'inquiétude internationale n'a pas cessé de s'exprimer partout dans le monde en ce qui concerne la situation des droits de l'homme au Chili. Des échos de cette inquiétude se sont également fait entendre au cours des débats de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes. D'une certaine manière, au stade où nous sommes du processus qui a conduit à l'étude de la question, on peut dire que cette préoccupation internationale a atteint son point culminant le 27 février 1975, lorsque la Commission des droits de l'homme a adopté par consensus sa résolution 8 (XXXI). Aux termes de cette résolution, un groupe de travail spécial a été constitué pour étudier la situation au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme sur la base a) des diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes, b) d'une visite au Chili et c) des dépositions orales et écrites qui seraient obtenues auprès des sources pertinentes.

Cette résolution a été adoptée par consensus, et il est à noter qu'elle contient les mots "d'une visite au Chili". En toute humilité, je peux bien dire qu'en ma qualité de Président de la Commission, j'ai joué un certain rôle dans l'élaboration d'un projet de résolution convenu, susceptible d'être adopté par consensus. Je ne divulgue aucun secret en disant que j'étais en liaison constante, en communication et en dialogue amical avec les représentants du Gouvernement chilien; le Chili n'était pas membre de la Commission, mais le représentant du Gouvernement chilien assistait aux réunions en qualité d'observateur.

Vous comprenez bien que si nous avons été encouragés à rédiger une résolution dans laquelle il était question d'une "visite au Chili", c'est parce que nous avons reçu du représentant du Chili l'assurance que le texte de la résolution que nous avons mis au point dans les coulisses et que nous lui avons montré rencontrait l'agrément de son gouvernement. On peut donc dire que la résolution que la Commission a adoptée par consensus avait été rédigée en consultation avec le représentant du Gouvernement chilien. Qui plus est, après l'adoption de la résolution, ce même représentant a fait une déclaration catégorique et sans équivoque dans laquelle il se félicitait de la décision adoptée par consensus et assurait la Commission que les membres du Groupe de travail seraient les bienvenus dans son pays. C'était une déclaration très encourageante.

Le 7 mars 1975, en ma qualité de Président, et conformément à la résolution adoptée par consensus, j'ai annoncé les noms des membres du Groupe de travail. J'ai été très heureux de constater que le représentant du Gouvernement chilien accueillait avec satisfaction la composition du Groupe de travail que j'avais annoncée. Le Groupe s'est réuni pour la première fois en mai 1975 à Genève. Notre but était d'adopter notre règlement intérieur et de déterminer notre mandat. De nouveau, le Gouvernement chilien, en la personne de son représentant - en fait il y en eut même plusieurs - nous a exprimé son avis au sujet du mandat et du règlement intérieur du Groupe de travail. Nous avons donné à ces représentants toute latitude pour nous dire tout ce qu'ils pensaient, tout ce qu'ils voulaient que le Groupe fasse, et nous avons pleinement tenu compte de leurs suggestions, qui ont reçu toute la considération qu'elles réclamaient.

Le 13 mai 1975, le Gouvernement chilien a nommé M. Sergio Diez ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Groupe de travail spécial, aux réunions duquel il a assisté à ce titre. Je n'hésite pas à dire que M. Diez, en sa qualité d'ambassadeur du Chili auprès du Groupe de travail, et moi-même, en ma qualité de Président du Groupe, avons eu des rapports de travail très cordiaux. Il s'est développé entre nous des rapports humains très cordiaux et qui le sont demeurés jusqu'à ce jour, malgré tout ce qui est arrivé dans l'intervalle.

J'ai informé le Gouvernement chilien de notre désir de nous rendre au Chili au mois de juin 1975 pour y satisfaire à notre mandat. Le Gouvernement chilien nous a répondu par écrit que le mois de juin ne serait pas une période commode pour lui. Il a proposé, toujours par écrit, que le Groupe de travail se rende au Chili en juillet. J'ai donné mon accord. Par voie de consultation, il a été convenu entre nous que le Groupe de travail se rendrait au Chili le 10 juillet 1975.

On voit donc que toutes les décisions prises par le Groupe de travail l'ont été en accord complet, en consultation et en collaboration très étroites avec le Gouvernement chilien. En route pour le Chili, j'ai quitté Karachi via Genève et Paris, où j'avais à me rendre en ma qualité de Président du Groupe de travail, et me suis arrêté à New York avant de repartir pour Lima où les membres du Groupe devaient se rencontrer pour entrer au Chili. Ici même, dans ce bâtiment, le représentant permanent du Chili et moi-même avons eu, vers la fin de juin et au début de juillet, au moins deux rencontres qui furent très cordiales, à l'occasion

desquelles il me dit que le Gouvernement chilien attendait avec impatience la visite du Groupe et que tout paraissait se présenter pour le mieux. Le Gouvernement chilien nous a délivré des visas diplomatiques et nous a très aimablement accordé les immunités diplomatiques.

J'ai quitté New York pour Lima le 4 juillet, ignorant de ce qui m'y attendait. J'ai atterri à Lima le 4 juillet à 11 heures du soir. A ma descente d'avion, l'ambassadeur du Chili au Pérou était très aimablement venu m'accueillir et il fut la première personne à me souhaiter la bienvenue. Il m'a dit qu'il avait un message à me transmettre de la part du Président du Chili.

Nous nous sommes rendus à mon hôtel où, à ma complète surprise, j'ai appris de sa bouche l'effondrement de tout ce qui avait été édifié de bonne foi au cours des derniers mois. Il m'a dit ce qui suit : "Le Président m'a chargé de vous dire qu'il n'a rien contre vous, ni contre le Groupe, mais que le moment n'est pas propice et que, pour l'heure, il retire son invitation jusqu'à des jours plus favorables où il pourra autoriser le Groupe à se rendre au Chili".

J'ai demandé à l'ambassadeur de dire de ma part au Président du Chili que j'espérais qu'il reviendrait sur sa décision, que nous étions des amis du Gouvernement chilien, que nous nous rendions dans ce pays en tant qu'amis du peuple chilien. Nous venions étudier une situation humaine. Nous n'avions rien à voir avec la politique. J'espérais en conséquence que le Président du Chili reviendrait sur sa décision, d'autant que l'ambassadeur m'avait dit que le Président désirait que je ne fasse pas de déclaration à la presse à ce sujet. J'ai prié l'ambassadeur de dire au Président non seulement que je ne ferai certainement pas de déclaration, mais encore que je refuserai de voir la presse. Je lui ai donc indiqué que j'espérais recevoir une réponse positive dans la soirée du 8 juillet et que, dans le cas contraire, je serais malheureusement contraint de convoquer une réunion du Groupe et, le 9 juillet, de faire une déclaration à la presse.

Le 7 juillet, avant l'expiration du délai que j'avais indiqué, j'ai reçu un message téléphonique de l'ambassadeur du Chili au Pérou m'informant que le Président du Chili envoyait à Lima deux émissaires chargés de me transmettre un message personnel. Ceux-ci sont arrivés dans la matinée du 7. Il s'agissait de M. Oswaldo Salas et de M. Luis Winter. Ils me dirent la même chose : que le Président n'avait rien contre moi ou contre le Groupe, que le moment n'était pas propice et que lorsque viendrait un moment plus favorable, le Président serait heureux d'autoriser le Groupe à se rendre au Chili. Le Président me faisait en outre savoir qu'il serait très heureux que je me rende au Chili à titre personnel, qu'il se ferait un plaisir de m'y accueillir et qu'il souhaitait avoir un entretien avec moi pour m'expliquer les raisons pour lesquelles il n'autorisait pas le Groupe à entrer dans le pays.

J'ai immédiatement répondu qu'un général ne s'éloigne jamais du champ de bataille en abandonnant ses troupes. En un sens, j'étais le commandant du Groupe de travail spécial sur le Chili et de l'équipe de fonctionnaires du Secrétariat

/...

qui m'avaient accompagné à Lima. Je me refusais à les abandonner pour aller au Chili. Je me rendrais au Chili avec eux, ou je n'irais pas du tout. Naturellement, le Président m'a très aimablement donné de nombreuses autres raisons, une douzaine environ. Je ne tiens pas à les rappeler ici. Je me bornerai à dire que les raisons avancées n'avaient aucun rapport avec la mission du Groupe de travail. En fait, nombre d'entre elles se fondaient sur des faits qui existaient avant que le Gouvernement chilien se soit solennellement engagé à autoriser le Groupe à se rendre dans le pays.

J'ai déclaré avec beaucoup d'insistance aux deux émissaires personnels que m'avait obligeamment envoyés le Président du Chili que je souhaitais très vivement que le Président révise son opinion et revienne sur sa décision et que j'étais prêt à attendre un jour de plus avant de faire une déclaration à la presse. J'espérais qu'au soir du 9, le Président chilien donnerait une réponse positive.

Je fus tout à fait désolé quand, au soir du 9, je reçus une lettre très sèche signée par M. Oswaldo Romo Salas, dans laquelle il était dit que nous ne pouvions pas nous rendre au Chili; que notre Groupe ne pouvait continuer de fonctionner; que nous devions nous démettre de notre mandat entre les mains de la Commission des droits de l'homme; et que, dans la mesure où nous ne nous rendions pas au Chili, nous n'étions plus compétents et n'avions plus qualité pour agir en tant que Groupe de travail spécial sur le Chili.

Dans ces conditions, le Groupe n'avait plus qu'à se réunir pour examiner la situation et, après délibération, à faire une déclaration à la presse. Le 10 juillet, à Lima, le Groupe de travail a donc convoqué une conférence de presse. Dans sa déclaration, dont il est fait état au paragraphe 59 du rapport (A/10285, annexe, p. 29), le Groupe s'est exprimé comme suit :

"Le Groupe considère qu'il a l'obligation de s'acquitter aussi complètement que possible des tâches qui lui ont été confiées en vertu des résolutions portant création du Groupe, et de faire rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Secrétaire général ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme, sur la base notamment de témoignages oraux et écrits qui pourront être recueillis de toutes les sources pertinentes. Il continuera à s'acquitter de ses responsabilités sans se laisser intimider ou décourager. Il regrette vivement l'attitude actuelle du Gouvernement chilien, qui tente de l'empêcher de remplir sa noble tâche aussi complètement que l'ont souhaité en maintes occasions les organes de l'Organisation des Nations Unies, avec l'appui du Gouvernement chilien."

De Lima, le Groupe s'est rendu à Caracas, car nous avons reçu des centaines de télégrammes émanant de personnes désireuses de faire des dépositions devant le Groupe. Pendant ce temps, malheureusement, de nouvelles déclarations avaient été faites à Santiago, présentant le Groupe sous un jour défavorable. Le Groupe s'est donc vu contraint de faire une autre déclaration à la presse pendant qu'il se trouvait à Caracas.

Ainsi, le 21 juillet, le Groupe a fait une autre déclaration dont je cite le passage ci-après :

"En ce qui concerne les activités futures du Groupe de travail dans des circonstances créées uniquement par le Gouvernement chilien lui-même, le Groupe est fermement convaincu que la résolution qui définit son mandat n'autorise pas le Gouvernement chilien à décider quand le Groupe doit exercer ses activités, si et quand il doit cesser ses activités et dans quelles conditions il doit continuer à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées."

D'autres passages seront cités plus loin.

La provocation était très grave mais le Groupe était conscient que reposaient sur lui la lourde responsabilité et le prestige de l'ONU et c'est la raison pour laquelle il n'a manifesté ni précipitation ni colère. En dépit de cette très grave provocation, le Groupe n'a pas claqué les portes. Il a laissé ouverte la possibilité d'un dialogue avec le Gouvernement chilien, même à ce stade des événements. Je cite à nouveau un passage de la même déclaration :

"Si le Gouvernement chilien le désire, le Groupe de travail est prêt à recueillir les informations orales ou écrites se rapportant à son mandat que le Gouvernement chilien jugera bon de lui soumettre, à condition que cela soit fait sans entraver en aucune façon les travaux du Groupe."

C'est délibérément que nous avons introduit ce passage, parce que nous espérions que le Gouvernement chilien, malgré l'interdiction de nous rendre au Chili qu'il nous avait signifiée, établirait au moins un dialogue avec nous, viendrait vers nous, de façon à ce que nous puissions nous entretenir avec lui et lui demander de clarifier certains points, car nous avons recueilli des preuves en très grand nombre et nous espérions... - mais il s'est trouvé que notre espoir ne s'est malheureusement pas matérialisé - et le Gouvernement chilien n'est pas venu nous trouver.

Pour résumer, au début, lorsque le Groupe de travail s'est constitué, nos relations se sont développées dans une atmosphère extrêmement cordiale; le Groupe a reçu des assurances solennelles d'un Etat Membre et, tout à coup, toutes ces assurances sont devenues lettre morte. C'est pourquoi le Groupe de travail spécial a indiqué au paragraphe 62 de son rapport, page 30 :

"La décision du Gouvernement chilien a créé une situation caractérisée par le fait qu'un Etat Membre, agissant unilatéralement, ne reconnaît plus un accord qu'il s'était expressément engagé à honorer."

De toute évidence, il s'agit là d'un point sur lequel l'Assemblée générale peut prendre une décision. C'est à elle qu'il appartient dorénavant de tirer les conséquences de ce manquement.

/...

Avant d'arriver au contenu du rapport, je voudrais souligner encore un point. Quel que soit l'effort d'imagination que l'on fasse, on ne peut accuser les rédacteurs du rapport d'avoir obéi à des motifs politiques. Nous, membres du Groupe de travail, étions résolus à aborder le problème et le mandat qui nous avait été confié en toute objectivité et impartialité. Nous ne sommes pas intéressés aux choix politiques du régime actuel ni à ceux du régime précédent qui a été renversé. Nous savions qu'une tâche sacrée nous était confiée, une tâche humaine, une tâche capable de faire ou de détruire le bonheur de centaines de milliers de personnes. C'est pourquoi nous avons travaillé, je l'espère, en hommes dévoués à une noble cause, sans crainte ni partialité, sans permettre à notre jugement d'être faussé par des préjugés politiques ou par des options personnelles. Le rapport dont la Commission est saisie ne doit donc pas être considéré comme un document politique. Je tiens à répéter qu'il ne procède pas de motifs politiques.

Cent vingt témoins environ se sont volontairement présentés devant le Groupe de travail à Genève, à Paris, à New York, à Caracas et de nouveau à Genève. De nombreux Chiliens se trouvaient parmi eux et je pense que l'on peut affirmer sans crainte qu'ils représentaient un échantillon fidèle de la vie nationale chilienne. Il y avait également un certain nombre de personnes non chiliennes, de notoriété internationale dans leurs domaines respectifs, qui connaissaient personnellement et de façon approfondie la situation des droits de l'homme au Chili, où elles s'étaient rendues après les événements du 11 septembre 1973.

Un grand nombre de témoins chiliens n'avaient quitté le Chili que quelques semaines avant de se présenter devant le Groupe de travail; certains d'entre eux étaient encore au Chili quelques jours auparavant.

Une vingtaine de témoins environ ont été entendus par le Groupe de travail en août 1975 à Genève. Ils étaient arrivés directement de Santiago. Ils sont arrivés ensemble à Genève et sont retournés ensemble à Santiago. Ces témoins ont déclaré qu'ils appuyaient pleinement la politique du gouvernement actuel, que le chaos régnait au Chili avant le coup d'Etat militaire et que le régime militaire avait accompli un miracle; il avait sauvé le pays du désordre et du chaos où il se trouvait et avait rétabli la paix et la prospérité.

Les vues de ces témoins ont été écoutées avec l'intérêt voulu. Le Groupe de travail en a dûment tenu compte et leur a accordé l'attention objective qu'elles méritent.

Il importe de connaître certaines données concernant la Constitution et le Code pénal chiliens ainsi que les changements qui y ont été apportés après le coup d'état militaire du 11 septembre 1973. C'est la raison pour laquelle le Groupe de travail a inclus dans son rapport un chapitre intitulé "Dispositions constitutionnelles et législatives chiliennes".

Immédiatement après le 11 septembre 1973, l'état de guerre, qualifié par la suite d'état de siège, a été proclamé. Des décrets-lois successifs, pris en vertu de l'état de siège, ont paralysé l'exercice des droits de l'homme. Il sera impossible de rétablir les droits de l'homme tant que l'état de siège sera maintenu au Chili. L'état de siège tel qu'il est appliqué actuellement au Chili et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont incompatibles.

En vertu de l'état de siège, la DINA a été créée par le décret-loi No 521, le 14 juin 1974. C'est l'organe centralisateur des services de renseignements de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air, et des carabineros. La DINA sème la terreur dans le pays; elle a tourné en dérision les droits de l'homme. Un coup soudain frappé à la porte : les hommes de la DINA entrent, mettent la maison à sac, terrorisent les habitants et finalement partent en emmenant avec eux une ou plusieurs personnes; pour ces dernières, c'est l'enfer qui commence. Les noms de certaines d'entre elles apparaissent sur les listes des personnes manquantes ou disparues. Elles sont peut-être tombées dans l'oubli ou se sont perdues dans la nuit des temps.

Le rapport décrit ensuite un certain nombre de "cas pénibles" qui sont divisés en deux catégories. On se souviendra qu'en février et mars 1974, à la trentième session de la Commission des droits de l'homme, au cours du débat sur la situation des droits de l'homme au Chili, à la suite d'une décision prise à l'unanimité, le Président de la Commission a envoyé un télégramme au Gouvernement chilien lui donnant les noms de 8 ou 10 Chiliens éminents dont la vie était en danger et qui étaient emprisonnés. Après enquête, le Groupe de travail a découvert que certaines de ces personnes avaient été relâchées par le Gouvernement chilien à la suite de ce télégramme. Au moment de la rédaction du rapport, trois personnes étaient toujours en détention : il s'agit tout d'abord de Luis Corvalán, qui est très âgé et très malade et qui était, avant le 11 septembre 1973, secrétaire général du parti communiste chilien. Son cas a été évoqué hier. Son fils est mort dans un pays étranger et il est détenu depuis deux ans sans être passé en jugement.

En ce qui concerne Enrique Kirberg, j'ai été très heureux d'apprendre à mon arrivée à New York que le Gouvernement chilien l'a relâché et qu'on lui a offert un poste de professeur à New York. Je crois savoir qu'il est entré en fonctions à l'Université de Columbia il y a quelques jours.

Enfin, Pedro Felipe Ramires est apparemment toujours en prison. Ces trois personnes sont celles qui n'ont pas été relâchées à la suite du télégramme que la Commission des droits de l'homme a envoyé l'année dernière au Gouvernement chilien.

Il est fait état dans le rapport de deux autres cas très pénibles. Celui de David Silverman, qui est exposé à la page 57, aux paragraphes 140 à 143, et celui d'un jeune Anglo-Chilien, Guillermo Beausire Alonso, dont il est question à la page 58, aux paragraphes 144 à 146.

Il est important de noter que le jour du coup d'Etat, c'est-à-dire le 11 septembre 1973, la junte militaire a publié le décret-loi No 1, par lequel elle s'arrogeait tous les pouvoirs touchant l'organisation de l'Etat. Il convient de se rappeler que le Congrès national existait encore à cette date et n'a pas été dissous le 11 septembre 1973. En fait, le Congrès national était le dépositaire de tous les pouvoirs constitutionnels.

Le 21 septembre 1973 a été pris le décret-loi No 27 portant dissolution du Congrès national. Cela signifie que pendant la période allant du 11 septembre 1973 au 21 septembre 1973, le Congrès national existait bel et bien; or pendant ces quelques journées sinistres, des dizaines de milliers de gens ont été arrêtés par ordre de la junte militaire, et des dizaines de décrets ont été publiés restreignant les droits et les libertés fondamentales du peuple chilien.

Dans cette partie du rapport sur la législation constitutionnelle et juridique du Chili, nous avons mentionné l'article 121 du Code pénal du Chili. C'est en se prévalant de cet article du Code pénal que le gouvernement a banni ou exilé de nombreux Chiliens éminents. Leurs passeports leur ont été soit retirés soit validés simplement pour quitter le Chili mais non pour y retourner. Beaucoup de ces personnes bannies ont été privées de leur nationalité. Un grand nombre de celles qui ont été exilées ou bannies en vertu de l'article 121 du Code pénal ont été entendues par le Groupe de travail et ont déclaré que cet article 121 stipule que toute personne ayant recours au soulèvement armé pour renverser un gouvernement légalement constitué tombe sous le coup dudit article et sera bannie ou exilée. Ils ont ajouté que pour leur part, ils avaient simplement appuyé un gouvernement légal et n'avaient pas recouru au soulèvement armé. En fait, ils ont affirmé que c'étaient les autres qui, au moyen d'un soulèvement armé, avaient renversé un gouvernement légalement constitué.

Ensuite, le 11 septembre 1973, par le décret-loi No 3, l'état de siège a été proclamé; il est demeuré en vigueur sans interruption depuis cette date. En ce qui concerne l'état de siège, le Groupe de travail a présenté ses observations au paragraphe 123 de son rapport à la page 51 - dans la partie qui traite de l'état de siège - et le Groupe de travail spécial est convaincu qu'il ne peut y avoir un véritable rétablissement des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Chili tant que l'état de siège tel qu'il est actuellement appliqué dans ce pays ne sera pas aboli.

Après le coup militaire du 11 septembre 1973, des tribunaux militaires ont été créés, dont les décisions ne peuvent être contestées devant les tribunaux civils. Un éminent avocat et juriste non chilien de renommée internationale, qui a été entendu par le Groupe de travail, s'est rendu au Chili et a examiné les méthodes et procédures ainsi que les procédés juridiques suivis par les tribunaux militaires. Dans son rapport le Groupe de travail a repris certains passages de la déclaration qu'il a faite après avoir assisté à des procès au Chili. Je cite :

/...

"Les cinq procès auxquels j'ai assisté avec l'autorisation du gouvernement militaire étaient des mascarades sans rapport avec la justice... Collée à l'extérieur du tribunal ... se trouvait la copie carbone délavée d'un mémorandum dactylographié où il était dit que les avocats n'avaient pas le droit de contester la compétence du tribunal ou les procédures auxquelles il recourait... Les graves crimes retenus par l'accusation, crimes de trahison et de sédition, pour lesquels la peine de mort était requise dans certains cas, ne pouvaient s'appliquer, quelles que soient l'élasticité de la logique ou les sinuosités du raisonnement juridique, aux faits incriminés qui avaient tous trait à des activités antérieures au 11 septembre 1973, et ne pouvaient pas davantage fonder la compétence d'un tribunal militaire à une date ultérieure. Le texte invoqué ne pouvait lui-même justifier les poursuites, même si le tribunal avait été compétent et si l'application de la loi n'avait pas été rétroactive."

Le recours de l'amparo ou habeas corpus n'existe que sur le papier. Il n'est pas appliqué et, pour autant que nous sachions, à l'exception d'un cas, aucun citoyen n'a pu en bénéficier.

L'énormité des empiètements de l'état de siège sur les droits de l'homme ressort clairement du fait que certains estiment que le nombre total des personnes arrêtées ou détenues depuis le 11 septembre 1973 jusqu'à ce jour s'élève à environ 100 000, dont certaines languissent encore derrière les barreaux.

En raison de l'actuel état de siège, auquel s'ajoute la terreur que fait régner la DINA, de nombreuses personnes ont été arrêtées ou détenues sans que depuis lors on n'entende plus jamais parler d'elles. On évalue le nombre de ces personnes à plus de 120. Il est tragique de penser que tant de gens puissent disparaître sans que personne, même leur famille, sache quoi que ce soit d'elles. Il est indispensable de faire quelque chose pour ces infortunés qui semblent avoir été dévorés par un mystère insondable. Il faut faire la vérité à leur sujet. Leurs familles ont le droit de connaître le sort d'êtres proches et chers.

Les récits de tortures entendus par le Groupe de travail révèlent un processus systématique. Ce processus est décrit au paragraphe 193, page 71, dans la partie du rapport qui est consacrée à la torture et aux traitements cruels et inhumains. Ces traitements sont les suivants :

Application de décharges électriques sur des parties sensibles du corps, y compris les organes génitaux, rendues plus douloureuses par le placement du corps nu sur un sommier métallique;

Viols et perversions sexuelles, qui sont une caractéristique commune du traitement des prisonnières et des détenues, même des mineures, dans certains cas répétés intensivement et conduisant à la mort ou à un traumatisme psychologique grave;

Introduction dans le vagin d'objets tels que bâtons, goulots de bouteilles et même manches de guitare;

/...

Rossées, habituellement au moyen d'objets lourds;

Le "Pau de Arará". Les mains et les pieds du prisonnier sont liés ensemble et un long morceau de fer est introduit entre les extrémités liées; le corps est suspendu pendant des heures;

Introduction de souris vivantes dans le vagin;

Torture au moyen de brûlures sur les seins, la poitrine et le pénis;

Déglutition forcée d'excréments ou d'eaux usées;

Des jeunes femmes et des mineures sont liées nues sur un lit de camp, et des chiens dressés leur sucent le bout des seins et simulent l'acte sexuel.

Certains cas de tortures défient l'imagination. Ces cas seront examinés de façon approfondie dans le rapport final du Groupe de travail à la Commission en février-mars 1976. Il convient de rappeler qu'un jeune homme de 35 ans nommé Osvaldo Romo est le chef du gang des bourreaux. Une liste des tortionnaires dont le nom a été cité est jointe au rapport du Groupe de travail. Ces noms figurent au paragraphe 194, pages 65 et 66 du rapport. Les preuves recueillies contre eux seront examinées et les conclusions du Groupe de travail figureront dans son rapport final à la Commission en février 1976.

En attendant, le Groupe de travail a recommandé qu'une personne, à savoir Osvaldo Romo, qui dirige l'équipe des tortionnaires, soit jugé pour crimes contre l'humanité. Dans son numéro du 15 septembre 1975, Newsweek a publié une photo de lui et l'a présenté comme le chef des tortionnaires. Toujours selon cet hebdomadaire, l'agent le plus redouté (de la DIN A) est Osvaldo Romo, âgé de 35 ans. L'Observer de Londres daté du 7 septembre 1975, dans un article intitulé "Chile in Grip of Terror Machine" (Le Chili sous l'emprise de la terreur), le décrit aussi comme le principal tortionnaire de la DIN A. Certains de ses actes, tels qu'ils ont été rapportés au Groupe de travail, sont absolument inhumains, odieux et révoltants. Ils bouleversent jusqu'au tréfonds la conscience collective de l'humanité.

La note qui a été envoyée récemment au Secrétaire général par le représentant permanent du Chili et qui est parue dans le New York Times sous forme d'annonce publicitaire le 19 et le 23 octobre 1975, appelle une rectification de ma part afin de lever toute équivoque sur le Groupe de travail spécial sur le Chili. Cette note ridiculise les conclusions du Groupe en citant une phrase du rapport préliminaire du Groupe de travail spécial : "Le Groupe de travail n'a pas pu vérifier l'exactitude des allégations formulées à l'encontre des autorités chiliennes". Tout ce que je peux dire à ce propos est que ces mots ont été déformés et arrachés de leur contexte. C'est une citation tronquée. Elle est tirée du paragraphe 9 de l'introduction, qui se trouve à la page 9 du document A/10285; ce paragraphe est libellé comme suit :

/...

"Bien entendu, si le Groupe avait pu visiter le Chili pendant trois semaines comme prévu, il aurait pu entendre un grand nombre d'autres personnes, visiter au moins certains des endroits qui sont mentionnés dans les témoignages et documents et vérifier l'exactitude des allégations formulées aux diverses tribunes des Nations Unies à l'encontre des autorités chiliennes."

Nous n'avons pas dit que nous n'avions pas pu vérifier l'exactitude des faits qui nous ont été rapportés par des témoins. Ce que nous avons dit, c'est que des centaines de déclarations ont été faites devant des organes des Nations Unies par de nombreux représentants; que de nombreuses allégations ont été formulées et que nous avons été saisis de documents les concernant. Ce sont ces documents que nous n'avons pas pu vérifier. Si nous nous étions rendus au Chili, il est probable que nous aurions pu le faire. Ces mots sont donc utilisés hors de leur contexte, et leur sens a été déformé. Alors que nous nous référions à l'exactitude des déclarations faites devant des organes des Nations Unies, on a voulu nous faire dire que nous n'avions pas pu vérifier l'exactitude des déclarations qui nous ont été faites. Il n'en est rien. Ce que nous avons dit est absolument différent de ce que l'on a cherché à nous faire dire.

En outre, toujours dans la déclaration qui a été publiée dans le New York Times et qui est reproduite dans la lettre adressée au Secrétaire général par le représentant permanent, il est dit : "Les allégations et les conclusions contenues dans ledit rapport préliminaire se fondent principalement sur des témoignages de seconde main". Cela est inexact. Les témoignages dont nous avons eu connaissance ne sont pas de simples oui-dire. Ils ont été déposés par des personnes qui ont enduré dans leur chair des tortures au Chili. Ce ne sont donc pas des témoignages de seconde main.

Et nous savons ce que c'est que de témoigner de ce qu'on a personnellement subi. En tant que Président du Groupe, j'ai été obligé parfois d'interrompre la séance pendant 15, 20, voire 25 minutes, lorsqu'une jeune fille faisait devant le Groupe le récit de ce qu'elle avait subi et perdait le contrôle de ses nerfs; elle pleurait; elle sanglotait; les mots lui manquaient pour relater les événements qu'elle avait connus. Elle tremblait. J'avais moi-même la gorge si serrée que je ne pouvais rouvrir la séance. Sont-ce là des témoignages de seconde main?

Non, les faits qui nous ont été rapportés avaient été vécus par les personnes qui déposaient devant nous.

Il est dit en outre dans la déclaration que les témoins sont des ennemis politiques du Gouvernement chilien, absents du Chili depuis longtemps. Certaines personnes qui se sont présentées à nous sont, comme je vous l'ai déjà dit, certainement hostiles au Gouvernement chilien. Toutefois, il est aussi venu à nous des personnes qui étaient favorables à ce gouvernement et d'autres qui étaient neutres, qui n'étaient ni pour, ni contre : ces personnes n'étaient pas chiliennes. C'est pourquoi, il est faux de dire que nous avons fondé nos conclusions sur le témoignage d'ennemis du Gouvernement chilien. Ce ne sont pas des témoignages de seconde main, ce ne sont pas non plus des témoignages portés par des ennemis politiques.

/...

Comme je l'ai déjà dit, nous n'obéissons pas à des motifs politiques. J'espère que nous avons agi en pleine conscience de nos responsabilités envers Dieu, et que cette crainte de Dieu et ce sens de nos responsabilités nous guident dans tout ce que nous écrivons et dans tout ce que nous disons.

Le rapport met fortement en vue quelques-uns des problèmes importants qui se posent aujourd'hui au peuple chilien. Parmi ces problèmes, quelques-uns ne souffrent aucun retard et exigent une solution immédiate. L'Assemblée générale voudra peut-être adopter une résolution contenant des mesures visant à contribuer à cette solution. Ces problèmes sont les suivants, selon ma propre évaluation fondée sur les entretiens que j'ai eus avec mes collègues.

1. La cause fondamentale de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Chili est l'état de siège. Le Groupe de travail est convaincu qu'il n'y a pas de résistance armée ni de soulèvement armé contre le régime actuel. Il faut donc mettre fin immédiatement à l'état de siège pour que les droits de l'homme et les libertés fondamentales puissent être rétablis. Aucun des palliatifs annoncés par le Gouvernement chilien à cet égard ne peut répondre à la gravité de la situation.

2. Les tribunaux civils doivent être chargés, comme ils l'étaient avant le 11 septembre 1973, de faire respecter le droit d'amparo (habeas corpus) et il faut que ce droit cesse d'exister autrement que sur le papier.

3. Les tribunaux militaires devraient être abolis et il devrait pouvoir être fait appel devant les tribunaux civils des jugements rendus par ces tribunaux. Une simple déclaration à cet effet ne suffira pas. Il faut que la mesure soit pleinement appliquée.

4. Ceux qui ont été bannis ou exilés devraient recouvrer leur droit à la nationalité chilienne, leurs passeports devraient être régularisés, avec la qualité de citoyen chilien et le droit de retourner dans le pays où ils sont nés.

5. Toutes les lois contraires à la Constitution de 1925 qui ont été adoptées par la junte militaire après le 11 septembre 1973 devraient être abrogées.

6. L'organisation appelée DINA devrait être abolie, étant donné qu'en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés elle se trouve placée au-dessus de la loi.

6A. Le droit de constituer des syndicats et la liberté d'association devraient être rétablis.

6B. Une atmosphère de liberté intellectuelle devrait régner à nouveau dans les écoles, les collèges et les universités. Ces établissements devraient être à l'abri de la domination, du contrôle et de la surveillance du pouvoir militaire.

7. Les personnes ci-après devraient être libérées immédiatement : M. Luis Corvalán, sénateur, et M. Pedro Ramires.

/...

8. Le Gouvernement chilien devrait publier des éclaircissements au sujet du cas de David Silverman et de celui de Guillermo Beausire Alonso, et rendre ces personnes à leurs familles si elles sont encore en vie.

9. Le Gouvernement chilien a l'obligation morale de donner à l'opinion mondiale des renseignements au sujet des personnes disparues ou manquantes. Cela serait également dans l'intérêt du Gouvernement chilien. Si certaines des personnes manquantes ou disparues sont encore détenues, le Gouvernement chilien doit indiquer aux membres de leur famille l'endroit où elles se trouvent.

10. Toutes les personnes ou les dépendants des personnes qui ont été détenues après septembre 1973 et qui ont ensuite été libérées sans avoir été trouvées coupables devraient recevoir une compensation du Gouvernement chilien.

11. Osvaldo Romo, le chef tortionnaire, devrait être jugé pour crimes contre l'humanité.

12. Tous les détenus politiques devraient être libérés immédiatement.

13. Toutes les tortures devraient immédiatement cesser au Chili.

14. Pour permettre à ces décisions d'être appliquées, l'Assemblée générale souhaitera peut-être autoriser le Groupe de travail tel qu'il est actuellement constitué à suivre de près la suite que donnera le Chili à la résolution adoptée par l'Assemblée générale au sujet du rapport intérimaire du Groupe de travail. Le Groupe de travail devrait, comme suite à ce mandat de l'Assemblée générale, se rendre au Chili et/ou recueillir des renseignements, écrits ou oraux, auprès de toutes les sources pertinentes pour soumettre son rapport à l'Assemblée générale à sa prochaine session.

Compte tenu de cette nécessité, le Groupe de travail a déclaré ce qui suit à l'avant-dernier paragraphe de l'introduction au rapport - paragraphe 10, page 10 :

"Le Groupe de travail spécial demeure prêt à rendre les services qu'il pourra à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale, afin de permettre la réalisation au Chili de leurs objectifs de solidarité humaine."

Je voudrais conclure mes observations liminaires sur une note d'espoir. J'espère en effet que tous les efforts passés de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses délibérations et décisions à la présente session de l'Assemblée générale, contribueront à alléger les souffrances du peuple chilien. J'espère que grâce à ces efforts, le sourire reviendra sur des visages qui sont aujourd'hui baignés de larmes. J'espère que ces efforts dissiperont les ténèbres d'une longue nuit d'angoisse et les remplaceront par une aube de paix, de prospérité, de dignité humaine et de respect des libertés fondamentales au Chili. J'espère que les efforts sincères faits par l'Organisation des Nations Unies et ses organes porteront leurs fruits et seront couronnés de succès dans l'intérêt de ceux qui souffrent, qui sont lésés et qui sont humiliés au Chili.